



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.2/51/L.47  
27 novembre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
DEUXIÈME COMMISSION  
Point 95 b) de l'ordre du jour

### QUESTIONS DE POLITIQUE SECTORIELLE : ALIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE

Projet de résolution soumis par le Vice-Président  
de la Commission, M. Kheireddine Ramoul (Algérie)  
après consultations officieuses sur le projet de  
résolution A/C.2/51/L.38

#### Alimentation et développement agricole durable

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 50/109 du 20 décembre 1995, et les résolutions du Conseil économique et social 1995/1, du 10 février 1995, et 1996/36, du 26 juillet 1996,

Profondément préoccupée par le phénomène largement répandu de la sous-alimentation chronique, en particulier parmi les femmes et les enfants des pays en développement,

Préoccupée également par le fait que la pénurie d'eau douce dans les pays en développement, dans les régions arides et semi-arides, fait obstacle aux efforts de développement, en particulier au développement agricole, qui est nécessaire à la sécurité alimentaire,

Réaffirmant que toute personne a le droit de pouvoir accéder à une alimentation saine et nourrissante, qui découle du droit à une nourriture convenable et du droit fondamental qu'a tout être humain de manger à sa faim,

Rappelant les contributions que les grandes conférences des Nations Unies des années 90 ont apportées à un consensus international sur la sécurité alimentaire et les questions connexes,

Rappelant également la résolution 1996/36 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1996 sur le suivi des résultats des grandes conférences et des sommets internationaux organisés par les Nations Unies, y compris l'application de leurs programmes d'action respectifs,

1. Se félicite de l'issue du Sommet mondial de l'alimentation, tenu à Rome du 13 au 17 novembre 1996;

2. Engage tous les membres de la communauté internationale ainsi que les organismes compétents des Nations Unies, y compris les institutions financières internationales et régionales, à coopérer activement et dans la coordination à l'application du Plan d'action adopté par le Sommet mondial de l'alimentation;

3. Se propose, à sa session extraordinaire chargée de procéder à un examen et une appréciation d'ensemble de l'application d'Action 21, de prêter l'attention voulue au suivi du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation;

4. Invite le Secrétaire général à veiller à ce que le Comité administratif de coordination se prononce sur le mécanisme interinstitutions qui sera chargé de l'application du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et sur son insertion dans le dispositif existant, et à présenter un rapport à ce sujet au Conseil économique et social, dans le contexte de la résolution 1996/36 de celui-ci, lorsqu'il se réunira pour sa session de fond de 1997;

5. Prie le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que les prescriptions du Sommet mondial de l'alimentation soient appliquées aux échelons locaux, dans le cadre du réseau des coordonnateurs résidents, en veillant à ce que les mesures ainsi prises soient bien coordonnées, comme prescrit pour assurer le suivi des grandes conférences internationales des Nations Unies;

6. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-deuxième session, de l'application du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, dans le cadre du suivi des grandes conférences tenues par les Nations Unies dans les années 90, y compris l'application de leurs programmes d'action respectifs;

7. Invite à nouveau le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à lui présenter à sa cinquante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les résultats du Sommet mondial de l'alimentation, y compris sur les mesures à prendre pour y donner suite à tous les niveaux appropriés.

-----